



# Appel à participer au meeting du 4 Octobre

Vous êtes nombreux à être en colère. Spéculateurs, banques, marchés financiers, aidés par une politique à leur service exclusif, ont plongé notre économie dans une grave crise. Et on vous fait payer la note aujourd'hui parce qu'il faudrait encore « les rassurer » ! Beaucoup d'entre vous sont résolus à en finir avec le système Sarkozy, et ses collusions avec le monde de la finance. Et il le faut !

Mais beaucoup aussi sont inquiets face à l'avenir et s'interrogent : peut-on gagner les véritables changements auxquels nous aspirons ? A la veille de l'élection du Président de la République et d'une nouvelle majorité au parlement, c'est encore au peuple qui souffre à qui l'on demanderait d'être « raisonnable ».

Mais qui mobilise des milliards en direction des banques et des grands groupes sans exiger aucune contrepartie ? Qui fait les poches de l'Etat, des collectivités et des familles pour remplir celles des plus fortunés ? La raison commande au contraire de s'attaquer pour de bon à cette logique et de mettre en oeuvre des choix vraiment nouveaux, des choix justes et efficaces.

C'est ce que revendique la communauté éducative mobilisée pour défendre l'école qui n'est pas un coût, à réduire, mais un investissement pour le futur. C'est ce que diront les salariés lors de la journée d'action du 11 octobre, contre les mesures d'austérité. Des salariés mieux payés consommeraient davantage, ce qui relancerait l'économie, et la retraite à 60 ans permettraient l'embauche de jeunes. C'est ce que crient les jeunes « indignés » qui veulent légitimement qu'avenir soit synonyme de progrès. C'est ce qu'écrivent de plus en plus d'économistes qui proposent d'investir pour moderniser les services publics, développer les infrastructures nécessaires à notre développement, reconquérir la puissance industrielle de la France... plutôt que d'asphyxier un peu plus notre économie.

Oui, en France comme en Europe, de plus en plus nombreux, sont celles et ceux qui résistent et portent des propositions permettant de changer vraiment. Peut-être ont-ils parfois le sentiment de ne pouvoir compter que sur eux-mêmes ...

Eh bien les militants et les élus communistes, les forces du Front de Gauche en sont. A vos côtés dans les luttes et les mobilisations, nous misons sur l'intelligence et l'énergie citoyenne, nous défendons avec détermination des mesures sociales, économiques, fiscales, dans toutes les institutions. Nous sommes déterminés à contribuer à un large front, à gauche, à aider à la mobilisation des forces sociales et populaires nécessaires pour reprendre la main sur les marchés financiers et imposer une politique qui place l'Humain d'abord.

**Céline BRULIN, Christian JUTEL**  
Secrétaires Départementaux de la Seine-Maritime  
du Parti Communiste Français

**Soyons nombreux au rendez-vous du 4 Octobre à la Halle aux Toiles, avec la participation d'acteurs du mouvement syndical, associatif, des députés européens, nationaux, et des élus de nos territoires, de toute la Haute-Normandie, des forces de gauche...**

Impression SNEP 02 32 91 71 41 - www.stnol.fr





Le ras-le-bol de voir sa vie gâchée par la course aux profits et la finance n'a jamais été autant partagé. Le sentiment de vivre dans un système à bout de souffle est extrêmement fort.

Il devient urgent de rompre avec les logiques actuelles et de construire une société reposant sur la satisfaction des besoins humains et la solidarité : faire le choix de l'Humain d'abord !

## ✓ Sacrifice pour le peuple profits pour la finance ça suffit!

**Pour Xavier TIMBAUD, de l'OFCE (observatoire français des conjonctures économiques):**

« les pays développés sont victimes du syndrome du poisson rouge car ils oublient très vite que la hausse des dettes publiques résulte d'un transfert à la sphère publique des dettes privées qui n'étaient pas soutenables ».

**Pour La CGT :**

« Le plan Fillon pour réduire le déficit de la France est injuste, inéquitable et inacceptable et pénaliserait une fois de plus les salariés, contrairement aux annonces médiatiques du gouvernement sur la contribution des plus fortunés ».

### Règle d'or, règle de plomb.

N. SARKOZY veut inscrire l'austérité dans la Constitution Française comme partout dans l'Union Européenne. Cela grèverait les possibilités de sortir de la crise en limitant les investissements publics.

La gauche, toute la gauche doit la refuser maintenant et après les échéances électorales de 2012. Le remède serait pire que le mal

Le pouvoir d'achat des ménages ne cesse de baisser dramatiquement à mesure que les profits explosent. Les grands de la Bourse (le CAC 40) annoncent une hausse de leur rentabilité financière de 10%.

Selon la cour des comptes, le montant des exonérations aux entreprises fiscales et sociales et autres aides publiques est de 170 milliards, soit 1,87 fois le déficit de l'Etat, ou encore l'équivalent des revenus de 9 millions de salariés payés au SMIC!!

**Daniel PAUL, Député**

« 2/3 de la dette française est le résultat de la politique de SARKOZY ».

2008 : Nicolas SARKOZY et les dirigeants européens promettaient de « moraliser le capitalisme » et de s'attaquer aux agences de notations... Souvenir lointain, car depuis, la finance spéculé et s'enrichit sur les dettes des Etats avec la complicité de leurs dirigeants.

**Régis Dos Santos Secrétaire Général de la SNB CFE-CGC.**

«La période montre bien que la finance ne peut pas s'autoréguler (...) Il y a donc besoin d'une volonté politique claire, accompagnée de décisions rapides, efficaces et immédiates...»

Pas de changement sans un mouvement social fort. Manifestations, grèves, les initiatives se multiplient aux quatre coins du continent européen. Aucun changement radical de politique ne se fera sans une intervention populaire. L'intersyndicale appelle à une journée de mobilisation le 11 octobre prochain contre les politiques d'austérité.

## ✓ Pas de sortie de crise avec l'austérité

En prenant le parti des grandes fortunes et des actionnaires des grands groupes, les dirigeants européens nourrissent la spéculation. En laissant faire les délocalisations, en maintenant à la baisse les salaires, en supprimant des services publics et en privatisant, ils appauvrissent les salariés et accélèrent la crise.

Dans les résultats des entreprises et de la richesse nationale, la part allant au capital, à la finance et à la spéculation ne cesse de s'envoler à mesure que faiblit celle consacrée au travail (salaires, pensions, politiques publiques...). Voilà l'origine de la crise et de la dette. En aggravant cette confiscation des richesses créées par le travail, les plans d'austérité sont des remèdes pires que le mal.

L'économie, le travail, la planète, nos vies sont malades de la finance et de l'argent-roi. La course à la réduction des dépenses publiques, nous enfonce dans la crise. C'est cela qu'il faut changer.

**Joseph Stiglitz, prix nobel d'économie :**  
« L'Europe va dans la mauvaise direction. L'austérité mène au désastre »

## ✓ Opposons à l'austérité le choix du développement humain et économique

La sortie de crise par l'austérité est impossible. C'est au contraire par une politique volontariste mêlant création d'emplois durables, augmentation des salaires et pas seulement du SMIC, que le pays relancera la consommation avec une hausse du pouvoir d'achat.

**C'est garantir l'avenir et le progrès social !**

Pour cela, une grande et profonde réforme de la fiscalité porteuse d'une meilleure répartition des richesses, de l'abolition de l'insécurité sociale est à mettre en chantier.

Prélever sur le capital autant que le travail est une des solutions. La préservation de l'emploi en particulier industriel est une priorité. De ce point de vue, contrôler les aides publiques est plus que jamais incontournable. Reprendre la main sur la finance (dont les pouvoirs ne sont que ce que les états leur ont donné) suppose également la création d'un pôle public financier (intégrant les banques privatisables) qui soutiendrait le pouvoir d'achat, les projets créateurs d'emploi ou visant à maintenir et développer les productions, la formation, la recherche.

Au niveau européen, il faut réorienter les choix et notamment le rôle de la Banque Centrale Européenne afin de contribuer à ce qui est utile aux populations et non aux marchés financiers. Il faut en même temps développer les services publics pour faire vivre nos territoires. Enfin, il faut de nouveaux pouvoirs aux citoyens, aux salariés en construisant une VI<sup>e</sup> république.

Ces idées, parmi d'autres, sont dans le débat populaire et citoyen pour construire une alternative à gauche. Conjuguer actions, débats et nouveaux choix politiques est nécessaire.

